

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°576 – 21 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Bénin

#### Signature de deux conventions de financement **avec l'UE**

Le 18 mars, le Bénin et l'Union européenne (UE) ont [signé](#) deux conventions de financement portant sur un montant total de 20 M EUR en don, dans le cadre de l'instrument financier *Global Europe* et de la programmation 2021-2024. Le premier projet, Participation et leadership des femmes et des filles (5 M EUR), porte sur la promotion de la participation des femmes aux prises de décision et la vie publique. Le second projet, Programme d'appui au port de Cotonou (15 M EUR) vise à l'amélioration des infrastructures portuaires, de la gouvernance et au développement d'une économie bleue au Bénin, tandis que le port est un des piliers de l'économie du pays.

#### 33 M USD de la Banque mondiale en soutien aux populations du Nord

Le 1<sup>er</sup> mars, la Banque mondiale a [approuvé](#) un financement additionnel de l'Association internationale de développement (IDA) de 33 M USD au titre du Projet de cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée (COSO) pour aider le Bénin à anticiper et prévenir la propagation des conflits au Nord du pays, réduire la vulnérabilité au changement climatique et renforcer les institutions locales et les opportunités économiques. Ce financement permettra de passer de 400 500 à plus de 520 000 bénéficiaires du programme -

#### Le chiffre à retenir

# 2,9 M

Le nombre de passagers accueillis en 2024 par l'aéroport internationale Blaise Diagne de Dakar au Sénégal, un léger fléchissement de 0,7% par rapport à 2023.

essentiellement des réfugiés et les communautés locales d'accueil.

### Burkina Faso

#### Baisse de la production d'or de la mine de Bomboré

Le 20 mars 2025, la compagnie minière canadienne *Orezone Gold Corporation* [a annoncé](#) avoir produit 3,4 tonnes d'or en 2024 à partir de sa mine de Bomboré (située dans le centre du pays), soit une baisse de 16 % par rapport à 2023. Toutefois, le chiffre d'affaires enregistre une légère hausse de 4,4 % pour s'établir à 283,5 M USD ; l'effet-prix (+22,9 % en moyenne) ayant permis de plus que compenser la baisse du volume de production. Pour l'année 2025, la compagnie anticipe une production comprise entre 3,3 et 3,7 tonnes d'or.



## Cap-Vert

L'inflation atteint 2,6% en g.a. en février 2025

Le taux [d'inflation](#) s'est établi à 2,6% en g.a. en février 2025, selon les dernières données publiées par l'Institut national des statistiques (INE). Cette hausse est principalement due à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées, qui représentent une part importante du panier de consommation des ménages. Toutefois, la baisse des prix de certains biens importés a contribué à atténuer la pression inflationniste. L'économie cap-verdienne, fortement dépendante des importations, reste exposée aux fluctuations des prix internationaux et aux tensions sur les chaînes d'approvisionnement. A noter que selon le FMI, l'inflation moyenne était de 3,7% en 2023 et a été ramenée en deçà de 2% pour l'année 2024.

## Côte d'Ivoire

Eni augmente son offre de gaz et cède une partie de ses actifs à Vitol

Le 19 mars 2025, la société pétrolière italienne Eni [a annoncé](#) avoir augmenté son offre de gaz à destination du réseau ivoirien dans le cadre de la phase 2 du projet Baleine à 70 M de pieds cubes (2 M m<sup>3</sup>) par jour, en ligne avec ses [projections initiales](#). La production permise en phase 1, initiée en août 2023, [était](#) de 25 M de pieds cubes (0,7 M m<sup>3</sup>). A terme, l'entreprise estime pouvoir atteindre une production de 200 M de pieds cubes (5,7 M m<sup>3</sup>) durant la phase 3 du projet, actuellement en cours d'étude. Cette nouvelle intervient au moment de [l'annonce de la cession](#) d'une partie des actifs d'Eni en Côte d'Ivoire et en République du Congo à la société multinationale Vitol, pour un montant de 1,7 Md EUR. Par cet accord, Vitol acquerra notamment une participation de 30 %

des 77,3 % détenus par Eni dans le projet Baleine.

**Ratification d'un prêt de la KfW de 60 M EUR pour la construction d'une ligne électrique**

Le 12 mars 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret portant ratification du prêt de 60 M EUR conclu avec la KfW, banque de développement allemande, le 17 décembre 2024. Ce prêt a pour objectif de financer le "Programme énergie renouvelable et efficacité énergétique : continuation de la Dorsale de l'Est". Cette dorsale de 400 kV vise à relier Anyama, commune à 10 km au nord d'Abidjan, à Ferkessédougou, au nord-est de Korhogo, à travers quatre postes électriques sur une distance totale de 541 km. Ce projet de ligne électrique a pour but d'évacuer l'énergie électrique thermique produite dans le District d'Abidjan vers l'intérieur du pays et de distribuer la production électrique solaire prévue dans le Nord et l'Est du pays. Selon le gouvernement, ce projet doit également permettre une réduction des coûts de production et des émissions de gaz à effet de serre et favoriser l'exportation d'énergie électrique vers les pays enclavés de la région.

**Ratification d'un prêt de 25 M EUR de la KfW au profit de la SGPME**

Le 12 mars 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret portant ratification d'un prêt de 25 M EUR le 20 décembre 2024 conclu avec la KfW, banque de développement allemande, au profit de la Société de garantie des crédits aux PME (SGPME), établissement financier de [cautionnement](#) détenu par l'Etat ivoirien. Ce partenariat vise à renforcer les capacités financières et techniques de la SGPME, chargée de faciliter l'accès des TPE, PME et ETI, dont le capital est détenu à plus de 50 % par des ressortissants ivoiriens, au financement [via l'octroi de garanties](#) sur des crédits bancaires.



## Guinée-Bissau

### Approbation du compte unique du Trésor public (CUT)

Le gouvernement [a validé](#) la réglementation du Compte unique du Trésor public (CUT), une réforme visant à renforcer la transparence et l'efficacité de la gestion des finances publiques. Issu des directives du Cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, le CUT repose sur une structure unifiée des comptes bancaires publics, supervisée par le Trésor public. Il s'agit d'un compte courant du Trésor dans lequel sont centralisées toutes les ressources fiscales et non fiscales de l'État, ainsi que les financements externes mobilisés pour les projets. Ce compte, ouvert à la BCEAO, sert à effectuer les dépenses publiques, les opérations de trésorerie et de financement, en monnaie nationale et étrangère. Cette réforme s'appuie sur l'article 29 de la loi n° 2/2015 du 5 mars, qui transpose en droit national la directive [n° 06/2009/CM/UEMOA](#) relative aux lois de finances. Elle impose aux institutions de la République, ministères, établissements publics et collectivités territoriales de déposer l'ensemble de leurs ressources financières au Trésor public.

## Libéria

### Lancement du projet de réforme GREAT avec la Banque mondiale

Le 20 mars 2025 à Monrovia, le gouvernement du Libéria [a lancé](#) le projet de réforme de la gouvernance et de transformation de la responsabilisation ([GREAT](#)). Ce projet, financé à hauteur de 30 M EUR par l'Association internationale de développement (IDA – groupe de la Banque mondiale) avait été approuvé le 12 juin 2024 et devrait être effectif jusqu'à 2030. Il vise à moderniser l'administration publique, améliorer la transparence et renforcer l'efficacité

gouvernementale en se concentrant sur la numérisation des services publics, l'optimisation de la collecte des recettes fiscales et le renforcement des institutions de contrôle. Le ministère des Postes et Télécommunication, le ministère des Affaires étrangères, l'autorité fiscale du Libéria et d'autres commissions d'audit et de lutte contre la corruption devraient être les principaux bénéficiaires de ces réformes.

## Mali

### Lancement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou 2024-2025

Le 13 mars 2025, le ministre de l'Agriculture, a officiellement [lancé](#) la campagne de commercialisation 2024-2025 de la noix de cajou. En présence du président de l'Interprofession de la filière anacarde au Mali (I PROFAM), il a annoncé un prix de vente fixé à 390 FCFA/kg. Il a également précisé qu'au Mali la filière fait face à plusieurs défis, notamment la faible productivité, le manque de transformation locale et des dysfonctionnements dans la commercialisation. Le gouvernement prévoit d'accompagner les acteurs du secteur via divers projets et partenaires pour améliorer la production et la transformation locale tels que CTARS (Commercialisation et Transformation de l'Anacarde dans la Région de Sikasso), PAFAM (Projet d'Appui à la filière anacarde au Mali) ou encore GEDEFOR (Programme de Gestion Décentralisée des Forêts).



## BOA Mali : hausse du bénéfice net en 2024

La *Bank of Africa Mali*, filiale du groupe marocain BMCE, a [enregistré](#) un bénéfice net de 9,1 Mds FCFA (13,9 MEUR) en 2024, contre 5,8 Mds FCFA (8,8 MEUR) en 2023, soit une hausse marquée de 57%. Cette progression intervient malgré une augmentation du coût du risque (+24 %) à 7,3 Mds FCFA (11,1 M EUR). Par ailleurs, on note également une légère baisse du total bilan de la banque (-3,4 %) qui s'établit à 541,5 Mds FCFA (825,5 M EUR) à fin 2024.

## Niger

### Le gouvernement envisage plusieurs mesures afin de renforcer le contenu local dans le secteur pétrolier

Faisant le point relatif à la gestion du secteur pétrolier et au partenariat avec la *China National Petroleum Corporation* (CNPCNP), le gouvernement nigérien [a annoncé](#), le 18 mars 2025, qu'il envisage plusieurs mesures visant à mettre en application l'ordonnance sur le contenu local (adoptée en août 2024) et à accroître les bénéfices tirés du secteur en faveur de l'économie locale. Ces mesures comprennent entre autres (i) l'uniformisation de la grille salariale entre les employés expatriés et les employés nigériens ; (ii) la nationalisation de certains postes ; (iii) l'exécution des contrats de sous-traitance par le secteur privé nigérien ; (iv) l'audit sur le coût de construction du Pipeline Niger-Bénin afin de connaître l'étendue des engagements des parties et (iv) la modification des statuts de WAPCO pour permettre l'ouverture du capital de celle-ci à la partie nigérienne.

## Sénégal

### L'aéroport AIBD enregistre un fléchissement de 0,7 % du trafic voyageurs en 2024

Selon le [bulletin annuel](#) du trafic aérien, de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (Anacim), l'Aéroport Blaise Diagne de Dakar (AIBD) enregistre un fléchissement de son trafic de 0,7 % par rapport à 2023, avec plus de 2,9 millions de passagers transportés. Cette baisse s'explique principalement par les difficultés de la compagnie [Air Sénégal](#) qui représentait près de 25% du trafic total de l'aéroport l'année passée. La compagnie rencontre de grandes difficultés opérationnelles et financières qui l'ont conduit à supprimer certaines lignes, le trafic de la compagnie enregistrant une baisse de 16,6% entre 2023 et 2024. Transair enregistre également une chute de 20,5% du nombre de passagers, tandis que les compagnies *low-cost* (dont Transavia et Smartwings) affichent une progression significative. Les mouvements d'avions restent au même niveau qu'en 2023 et seul le trafic fret en tonnes est en croissance (+3,4%), portée par l'essor des vols cargo. L'AIBD reste un aéroport majeur dans la région, ayant par ailleurs reçu le [prix](#) du meilleur aéroport d'Afrique d'*Airport Service Quality* (ASQ) dans la catégorie 2 à 5 millions de passagers en 2025.



## Togo

### Renforcement de l'environnement institutionnel et juridique des PPP

Le 17 mars, le gouvernement togolais a [initié](#) le [Projet](#) de renforcement de l'environnement des partenariats public-privé (PPP) pour la promotion des investissements privés (PREPIP), financé à hauteur de 823,1 M FCFA (1,3 M EUR) par la Banque africaine de Développement. Pendant 2 ans, le projet aura pour objectifs spécifiques (i) d'améliorer les cadres juridique, réglementaire et institutionnel des PPP, en les rendant plus opérationnels et en renforçant les compétences des acteurs (autorités publiques et secteur privé) ; (ii) d'appuyer la maturation des projets PPP, notamment ceux portant sur l'égalité de genre et de sensibiliser 25 PME aux PPP. L'objectif global est de catalyser les investissements privés, grâce à un cadre plus opérationnel et des acteurs mieux formés.

### Phase pilote de l'interconnexion douanière entre le Togo et les pays de l'AES

Le 6 mars, l'Office togolais des recettes (OTR) a [annoncé](#) le lancement, à compter du 10 mars, de la phase pilote du protocole d'accord concernant l'interconnexion des systèmes informatiques des administrations douanières des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) et du Togo, signé le 23 juillet 2024 à Niamey. La phase pilote concerne le corridor Lomé-Bamako qui connecte le Togo au Mali *via* le Burkina-Faso. Les opérations de transit devront désormais suivre les itinéraires définis par cet accord, et être retracées dans la plateforme Sydonia. L'objectif est de faciliter les échanges commerciaux entre le Togo et les pays de l'AES, de lutter contre la fraude douanière et les trafics illicites. A noter que les pays ont commencé à utiliser la dernière version du système de gestion Sydonia, dit Sydonia World depuis quelques années, soutenus par la

Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) dans le cadre du [programme Sydonia](#), à l'image du [Togo](#) et du [Burkina Faso](#) depuis 2015, du [Niger](#) en 2016, ou encore du [Mali](#) depuis 2014, avec déjà l'objectif d'interconnexion. Le Togo a effectué un travail similaire d'interconnexion en 2018 avec le [Ghana](#), dans le cadre du projet "First Port Duty".



## Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Indicateurs de développement	Chiffres clés
<a href="#">Bénin</a>	<a href="#">Bénin</a>
<a href="#">Burkina Faso</a>	<a href="#">Burkina Faso</a>
<a href="#">Cap-Vert</a>	<a href="#">Cap-Vert</a>
<a href="#">Côte d'Ivoire</a>	<a href="#">Côte d'Ivoire</a>
<a href="#">Gambie</a>	<a href="#">Gambie</a>
<a href="#">Guinée</a>	<a href="#">Guinée</a>
<a href="#">Guinée-Bissau</a>	<a href="#">Guinée-Bissau</a>
<a href="#">Libéria</a>	<a href="#">Libéria</a>
<a href="#">Mali</a>	<a href="#">Mali</a>
<a href="#">Mauritanie</a>	<a href="#">Mauritanie</a>
<a href="#">Niger</a>	<a href="#">Niger</a>
<a href="#">Sénégal</a>	<a href="#">Sénégal</a>
<a href="#">Sierra Leone</a>	<a href="#">Sierra Leone</a>
<a href="#">Togo</a>	<a href="#">Togo</a>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)